



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI

Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la DRAC Occitanie pour la création d'un Centre de Conservation et d'Étude des mobiliers archéologiques - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée de site Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé « *musée de France* » depuis 2002, propose sur 1 200 m² et 3 niveaux de découvrir le mobilier issu des fouilles réalisées dès les années 1960 sur la commune de Lattes et de ses environs. Les expositions temporaires d'archéologie et, depuis 2008, d'art contemporain ont permis de faire connaître plus largement le musée et de le positionner en tant que site témoin des bouleversements majeurs qui se sont opérés au premier millénaire avant notre ère en Languedoc.

Issues principalement des fouilles menées à Lattes, les collections du musée Henri Prades, sont judicieusement complétées par plusieurs dépôts d'objets consentis par d'autres institutions ainsi que par des découvertes réalisées dans d'autres sites de la région. Cette vocation d'accueil d'objets en dépôt au sein des réserves et des collections du musée, en lien étroit avec l'importante activité archéologique menée sur le territoire, fait écho à un besoin crucial d'espaces de conservation pour les vestiges mobiliers déjà découverts mais, également, pour ceux restant à découvrir.

Aussi, depuis sa création en 1986, le musée Henri Prades a accueilli un certain nombre de collections provenant de l'archéologie préventive, déposées par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) / Service Régional de l'Archéologie. A ce titre, une convention a également été conclue en 2011 entre la Communauté d'agglomération et la DRAC relative au dépôt et à la dévolution de vestiges archéologiques mobiliers (Délibérations du Conseil de la Communauté d'agglomération de Montpellier n° 10251 en date du 30 juin 2011, et n° 12520 en date du 1^{er} octobre 2014).

Ces évolutions ont conduit Montpellier Méditerranée Métropole à vouloir développer une vision globale sur le devenir de l'équipement et de son site, et à mener un certain nombre d'études relatives à leur potentiel devenir. Il s'est agi, à travers un projet de rénovation-extension de l'équipement et de requalification de ses abords, de créer un musée de site intégrant pleinement la visite du site de fouilles, un équipement à fort rayonnement culturel et doté de toutes les fonctionnalités attendues pour un tel établissement.

Le ministère de la Culture, face aux enjeux et aux exigences posés par la conservation du mobilier archéologique, a favorisé depuis 2008 le développement d'un nouveau type d'équipement : le Centre de Conservation et d'Étude (CCE). Le CCE est un équipement public chargé de la conservation et de la mise à disposition auprès des chercheurs, des musées et du public par la valorisation des données scientifiques de l'archéologie (biens archéologiques mobiliers et documentation archéologique). Il répond à un enjeu majeur de la recherche archéologique actuelle : la sauvegarde des archives du sol et aux besoins des archéologues et des musées en organisant une mutualisation des moyens et des compétences, en termes de conservation préventive, d'accessibilité, de valorisation scientifique des collections et des données tirées des fouilles, ainsi que de médiatisation auprès du grand public.

Actuellement le territoire de la Métropole ne possède aucun bâtiment de ce type.

La volonté conjointe de l'État et de Montpellier Méditerranée Métropole est d'assurer la conservation pérenne des vestiges archéologiques mobiliers, de les regrouper sur le territoire, de favoriser l'étude du mobilier par les chercheurs et de valoriser les données scientifiques et le patrimoine archéologique du territoire auprès du grand public. C'est pourquoi depuis 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a étudié la faisabilité de l'implantation d'un CCE au sein de l'emprise foncière de l'actuel Site archéologique Lattara – musée Henri Prades en lançant une mission de programmation puis d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le projet de création d'un CCE des mobiliers archéologiques sur le territoire de la Métropole s'inscrit donc dans une dynamique de développement et de mise en valeur du complexe archéologique de Lattara (musée, site, dépôt). Ce projet permettra en effet de mieux affirmer l'articulation entre la recherche sur le site, la conservation du mobilier archéologique et sa valorisation dans le musée. De l'objet sorti de fouille à sa mise en vitrine, ce CCE constituera un écosystème.

La convention cadre conclue pour 5 ans reconnaît la nécessité de créer l'équipement et précise les missions de l'établissement, ainsi que les responsabilités et engagements de chacun des partenaires. Il y est notamment convenu que :

- Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de la construction des bâtiments mutualisés dont elle sera propriétaire ;
- Les missions du CCE seront placées sous la responsabilité de la Conservatrice et Directrice du Site archéologique Lattara – musée Henri Prades ;
- L'État s'engage à accompagner Montpellier Méditerranée Métropole dans la création, le fonctionnement et la gestion de l'établissement et notamment à :
 - Désigner un personnel référent pour le suivi du fonctionnement de l'équipement dont une partie du temps de travail effectif devra nécessairement être effectuée au sein du CCE ;
 - Cofinancer par subvention l'étude de programmation du projet de CCE ;
 - Cofinancer par subvention la construction et l'aménagement des parties consacrées à la conservation des biens archéologiques mobiliers à la charge de l'État ;
 - Cofinancer par subvention le reconditionnement et le déménagement des ensembles archéologiques mobiliers qui intégreront le CCE ;
 - Cofinancer par subvention le fonctionnement du CCE.

Le budget total estimé de l'opération au terme de l'étude de faisabilité (études préalables, honoraires MOE, CT, SPS...) est de 7 172 472 € HT (sept millions cent soixante-douze mille quatre cent soixante-douze euros), hors coûts de fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État relative à la création d'un Centre de Conservation et d'Etude des mobiliers archéologiques mutualisé de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-226436-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220224_Convention engagement CCE_2022_3M_DRAC.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.